J'aurais peut-être mieux fait d'obtenir franchement cette dictature, puisqu'on m'accusoit d'y aspirer. Chacun auroit juré de ce qu'on appelloit mon ambition : cela auroit, je crois, valu plus ; car les ministres sont plus gros de loin que de près. Le dictateur auroit eu l'avantage de ne rien présager pour l'avenir ; de laisser les opinions dans leur entier, et d'intimider l'ennemi, en lui montrant la résolution de la France.

Mais je m'apercevois que cette autorité venoit d'elle-même se placer dans mes mains. Je n'avois donc pas besoin de la recevoir officiellement. Elle s'exerçoit de fait et non de droit. Elle suffisoit pour passer la crise et sauver la France et la révolution.

Ma tâche étoit donc de terminer cette révolution, en lui donnant un caractère légal, afin qu'elle put être reconnue et légitimée par le droit public de l'Europe. Toutes les révolutions ont passé par les mêmes combats. La nôtre ne pouvoit pas en être exempte ; mais elle devoit à son tour, prendre son droit de bourgeoisie.

Je savois qu'avant de proposer, il falloit en arrêter les principes, les consolider la législation, et en détruire les excès. Je me crus assez fort pour y réussir, et j'en me trompai pas.

Le principe de la révolution étoit l'extinction des castes, c'est-à-dire l'égalité ; je l'ai respectée. La législation devoit en régler les principes. J'ai fait des lois dans cet esprit. Les excès se montraient dans l'existence des factions : Je n'en ai tenu compte, et elles ont disparu. Ils se montraient dans la destruction du culte ; je l'ai rétabli. Dans l'existence des émigrés, je les ai rappelés. Dans le désordre général de l'administration, je l'ai réglée. Dans la ruine des finances, je les ai restaurées. Dans l'absence d'une autorité capable de contenir la France, je lui ai donné cette autorité en donnant les rênes de l'état.

Peu d'hommes ont fait autant de choses que j'en ai fait alors en aussi peu de temps. L'histoire dira un jour ce qu'étoit la France à mon avènement, et ce qu'elle étoit quand elle a donné la loi à l'Europe.

Je n'ai pas eu besoin d'employer un pouvoir arbitraire pour accomplir ces immenses travaux. On ne m'en auroit peut-être pas refusé l'exercice mais je n'en aurois pas voulu, parceque j'ai toujours détesté l'arbitraire en tout. J'aimais l'ordre et les lois. J'en ai fait beaucoup, je les ai faites sévères et précises, mais justes, parce qu'une loi qui ne connoit point d'exception est toujours juste. Je les ai fait observer rigoureusement, parceque c'est le devoir du Trône, mais je les ai respectées. Elles me survivront : c'est la récompense de mes travaux.

Tout sembloit marcher à souhait. — L'état se recréoit : l'ordre se rétablissoit. Je m'en occupais avec ardeur ; mais je sentois qu'il manquait une chose à tout ce système. — C'étoit du définitif.